

Emmaüs Ruffec: un bus pour faciliter l'accès aux droits



Le sous-préfet de Confolens, Pierre Chauleur, a visité les locaux d'Emmaüs et fait le point sur le projet de Bus France Mobile.

Photo CL

Par **Dominique RETOURET**, publié le 28 octobre 2019 à 16h43.

Les Amis d'Emmaüs travaillent sur une Maison itinérante de services au public sur le Pays du Ruffécois. Le premier projet du genre en Charente qui pourrait voir le jour.

Bus France Mobilité, c'est le projet porté par le pôle mobilité d'Emmaüs Ruffec pour apporter un espace d'accès au droit au plus près des habitants des territoires isolés, soit l'équivalent d'une Maison de services au public itinérante (MSAP). « *Le premier projet de ce genre en Charente* », précisait dernièrement Pierre Chauleur, le sous-préfet de Confolens, en visite dans les nouveaux locaux d'Emmaüs à Condac.

Le bus mis en service au dernier trimestre 2020

Dernier trimestre 2020, c'est l'horizon de mise en service de ce bus, qui impliquera neuf partenaires, telles la CAF et la CPAM. « *On est en train de travailler sur le cahier des charges, en partenariat aussi avec l'Agence régionale de santé (ARS), pour voir si l'on pourrait proposer des choses en plus, comme du dépistage avec l'aide d'internes en médecine par exemple* », précise Ilham Bouhadjar, vice-présidente d'Emmaüs en charge du dossier,

avec le directeur Julien Gendreau, la coordinatrice Charlotte Launay, et Pascal Bonnefoy, conseiller mobilité insertion.

Des acteurs qui souhaitent également « *ouvrir le service à d'autres associations.* » Les besoins ont en tout cas été pointés par l'étude du Conseil Mobilité Insertion, après du porte-à-porte mené auprès de 289 habitants de 38 communes de Val-de-Charente et Cœur-de-Charente. « *Avec des problèmes de mobilité récurrents et un accès aux droits et au numérique déficients notamment* », constate Ilham Bouhadjar. « *15 % des personnes interrogées ne disposent pas de véhicule, 25 % rencontrent des problèmes de mobilité, 30 % ne disposent pas d'internet chez eux et un quart seulement des personnes interrogées utilise aisément internet* », détaille Florence Benkhelifa, contrat civique en charge de l'enquête. Ce document révèle aussi que les personnes qui rencontrent des difficultés dans leurs démarches administratives se voient contraintes de confier leurs codes personnels et leurs problématiques intimes à leurs proches, à leur femme de ménage ou leur soignant et vivent cette situation comme une intrusion dans leur vie privée.

Autre chiffre intéressant: 70 % des personnes interrogées ne connaissent pas la MSAP. 136 000€, c'est le budget prévisionnel de fonctionnement annuel de l'espace itinérant d'accès aux droits. « *Sachant que l'état finance un poste fixe et un second pour assurer les remplacements de congés du premier, à hauteur de 30 000€* », souligne Ilham Bouhadjar, en pointant les 60 000€ accordés déjà par la Région pour financer l'achat du bus et la demande de subventions à la caisse des dépôts, CAF ou encore ARS. « *Il faudra prévoir la durée d'ouverture et la continuité du service* », indique d'ailleurs Pierre Chauleur. *ça va avoir un coût.* » Un point souligné également par Isabelle Auricoste, présidente du Pays du Ruffécois: « *la difficulté sera le fonctionnement mais ce n'est insurmontable* ». Comme les autres projets qui ont précédé le Bus France Mobile, « *Mob' Solidaires créées en 2009, l'auto-école solidaire Emmaüs qui a vu le jour en 2017, avant la création du poste de conseil mobilité insertion en 2018* », détaille Charlotte Launay, en mentionnant aussi l'ouverture d'une antenne de l'auto-école à Confolens en 2020.